



Baillleur de fonds :



## Communiqué de Presse

### Clôture des travaux de la table ronde pour le renforcement du dialogue autour de la participation de la femme à la vie politique

Les travaux de la table ronde organisée conjointement par l'Institut des Nations Unies de Formation et de Recherche pour la Promotion de la Femme (UN-INSTRAW) et le Centre de la Femme Arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR) dans le cadre de leur projet commun sur le « Renforcement du Leadership Féminin et de la Participation des femmes à la Vie Politique et aux processus de Prise de Décisions en Algérie au Maroc et en Tunisie », ont été clôturés hier à Tunis.

Cette table ronde qui a eu pour thème « le renforcement du dialogue autour de la participation de la femme à la vie politique » s'est tenue les 2 et 3 juin à Tunis et a vu la participation de treize membres, hommes et femmes, de la Chambre des députés, douze représentants des différents partis politiques tunisiens ainsi qu'un nombre d'experts et de chercheurs.

Le programme de la table ronde a compris des présentations et interventions articulées principalement autour de la participation politique de la femme dans le monde arabe et en Tunisie, la présentation d'une cartographie des principaux acteurs en matière de participation de la femme à la vie politique, les médias et la participation politique de la femme, les mécanismes juridiques influents sur la présence de la femme dans les instances législatives, les obstacles, défis, opportunités et recommandations stratégiques pour renforcer la participation de la femme dans la vie politique, ainsi qu'une intervention sur le genre, les droits de l'Homme et la participation de la femme à la vie politique.

Au cours de cette table ronde, les discussions ont porté principalement sur la disparité entre les textes législatifs qui consacrent l'égalité entre les hommes et les femmes et la réalité de la participation politique de la femme notamment au niveau des partis politiques. En outre, les participants ont souligné la faiblesse de la participation des jeunes surtout les jeunes femmes aux associations de la société civile considérée comme un espace de formation en politique.

D'un autre côté, d'autres points ont été soulevés par les participants à l'instar de la poursuite de la distribution traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes, freinant la participation de la femme à la vie publique ou encore la faiblesse de l'appui apporté par les médias à la femme pour qu'elle puisse s'imposer dans la vie politique et publique.

Par ailleurs, les participants ont exprimé leur satisfaction quant au système électoral tunisien actuel et appelé cependant les partis de l'opposition à fournir plus d'efforts pour impliquer davantage les femmes dans la sphère politique. D'autre part, les participants ont insisté sur le fait que la volonté politique ne doit pas émaner uniquement du président de la république mais que tous les acteurs doivent s'impliquer dans le processus de consolidation de la présence de la femme dans la vie politique.

Ils ont été unanimes sur la nécessité de recourir au système de quotas comme étant un choix stratégique à adopter jusqu'à ce que la femme devienne capable de s'imposer toute seule dans les instances législatives, dans les partis politiques ainsi que dans tous les postes de prise de décision.

A la fin des travaux de la table ronde, des recommandations ont été formulées, suggérant, notamment : l'organisation d'une consultation nationale auprès des acteurs au sujet du système des quotas, la programmation de sessions de formations ciblant les femmes parlementaires afin de consolider leurs capacités à traiter avec les médias ; la création d'une banque de données des compétences capables d'organiser des activités de sensibilisation autour du thème des médias et la participation de la femme à la vie politique. De même, ils ont souligné la nécessité d'élaborer un discours politique susceptible de captiver les jeunes, surtout les jeunes femmes, ainsi que l'importance de la mise en place de mécanismes efficaces, institutionnels, financiers, statistiques et de recherche, capables de consolider la participation de la femme à la vie politique. Enfin, les participants ont appelé à l'intégration de l'approche genre garante des droits de l'Homme et de l'égalité entre les hommes et les femmes notamment dans le domaine politique.